

Mécanisme horizontal de protection de l'Etat de droit

Contribution de la Belgique au rapport annuel 2022

28 janvier 2022

I. Justice System

A. Independence

1. Appointment and selection of judges, prosecutors and court presidents (incl. judicial review)

Au niveau fédéral:

- En 2021, ont notamment été reprises dans une loi des mesures destinées à augmenter le pourcentage de magistrats qui peuvent être nommés sur base de l'examen oral d'évaluation (loi du 23 décembre 2021 introduisant le parquet de la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et de justice). Ces dispositions sont entrées en vigueur en janvier 2022.

L'objectif est d'attirer d'avantage de candidats expérimentés notamment pour les justices de paix bilingue de Bruxelles où le manque de candidat est le plus criant. La durée de validité de l'examen oral d'évaluation est en outre portée de 3 à 7 ans mais le nombre de participation à l'examen sera limité comme cela est déjà le cas pour l'examen d'aptitude professionnelle et le stage judiciaire.

- Cette loi du 23 décembre 2021 prévoit également la création d'un parquet de la sécurité routière dont les missions s'étendent à l'ensemble du territoire du Royaume et composé d'un procureur de la sécurité routière et de 2 substituts désignés dans un mandat spécifique.

Les conditions de désignation du procureur de la sécurité routière sont identiques à celles d'un procureur du Roi. Il doit en outre être bilingue.

La procédure de désignation des substituts du procureur de la sécurité routière, qui seront présentés par le CSJ, est largement calquée sur la procédure de désignation des magistrats fédéraux. L'avis du collège des procureurs généraux y est toutefois remplacé par un avis du collège du ministère public.

- Enfin, la possibilité de siéger comme magistrat suppléant a été étendue jusqu'à l'âge de 75 ans pour les magistrats pensionnés et a été explicitement prévue pour les magistrats ayant continué à travailler au-delà de l'âge de la retraite.

2. Irremovability of judges; including transfers (incl. as part of judicial map reform), dismissal and retirement regime of judges, court presidents and prosecutors (incl. judicial review)

Des dispositions ont été insérées dans le Code judiciaire en vue de prévoir des possibilités de délégation au sein du parquet de la sécurité routière.

Un projet de loi en cours de rédaction prévoit l'octroi de d'avantage d'autonomie aux entités judiciaires dans le cadre des délégations de magistrats au sein de l'ordre judiciaire.

Au niveau du ministère public, il est prévu que les décisions de délégation seront prises de commun accord par les chefs de corps concernés. A défaut d'accord, le Collège du ministère public tranchera. Le ministre de la Justice n'interviendra plus que pour les délégations auprès de la Cour de cassation et pour les délégations des magistrats du ministère public en dehors de l'ordre judiciaire.

Au niveau du siège ces décisions de délégation seraient prises de commun accord par les chefs de corps concernés, toujours moyennant le consentement du magistrat délégué. A défaut d'accord, le Collège des cours et tribunaux tranchera.

Ces modifications entraînent la modification de la disposition du Code judiciaire qui prévoit une possibilité de recours contre une mesure de mobilité lorsque le consentement du magistrat n'est pas requis dès lors que ce recours est actuellement traité en 1^{er} degré par les collèges.

3. Promotion of judges and prosecutors (incl. judicial review)

Pas de développement législatif récent.

4. Allocation of cases in courts

Pas de développement législatif récent.

5. Independence (including composition and nomination and dismissal of its members), and powers of the body tasked with safeguarding the independence of the judiciary (e.g. Council for the Judiciary)

Pas de développement législatif récent.

6. Accountability of judges and prosecutors, including disciplinary regime and bodies and ethical rules, judicial immunity and criminal/civil (where applicable) liability of judges (incl. judicial review)

Pas de développement législatif récent.

De nouveaux formulaires remplaçant le modèle actuel des rapports de fonctionnement annuels ont été préparés par le CSJ et les collèges. Conformément à la loi du 23 mars 2019 modifiant le Code judiciaire en vue d'améliorer le fonctionnement de l'ordre judiciaire et du Conseil supérieur de la Justice, ces formulaires intègrent un chapitre reprenant les mesures prises en vue du maintien de la discipline (y compris les peines disciplinaires) et les initiatives prises en vue d'intégrer les principes généraux de déontologie. Ces formulaires seront repris dans un arrêté en 2022 et seront utilisés pour les rapports de fonctionnement qui doivent être rédigés pour l'année civile 2021 .

Together with the Advisory Council of Magistrates, the HCJ has started developing the "general principles of ethics" for which the Greco Law of 23 March 2019 (entry into force 1/1/2020) has created a legal basis.

Conformément à la loi du 23 mars 2019 précitée, des formulaires types pour la rédaction des rapports d'activité des juridictions disciplinaires ont également été adoptés par un arrêté du 28 juin 2020.

Le 1^{er} rapport consolidé du CSJ portant sur les mesures prises en vue du maintien de la discipline, y compris les sanctions disciplinaires, et les initiatives prises en vue du respect des principes généraux relatifs à la déontologie inséré par la loi du 23.03.2019 précitée dans l'article 340,§3, du Code judiciaire devrait être rédigé en 2022.

7. Remuneration/bonuses/rewards for judges and prosecutors, including changes (significant increase or decrease over the past year), transparency on the system and access to the information

Pas de développement législatif récent.

La loi du 23 décembre 2021 calque le traitement du procureur de la sécurité routière et de ses substituts respectivement sur celle d'un procureur du Roi et celle d'un procureur de division.

8. Independence/autonomy of the prosecution service

Les dispositions du Code judiciaire ont été adaptées pour tenir compte de la création du nouveau parquet de la sécurité routière :

- un comité de direction est instauré au sein du parquet de la sécurité routière. Il est composé du procureur de la sécurité routière, des deux substituts du procureur de la sécurité routière et du secrétaire en chef ;
- le Collège du ministère public exerce sa surveillance sur le procureur de la sécurité routière ;
- le procureur de la sécurité routière exerce ses compétences sous l'autorité du Collège du ministère public ;
- à l'instar de ce qui prévaut pour le du parquet fédéral, le Collège des procureurs généraux évalue, notamment sur la base des rapports du procureur de la sécurité routière et après avoir entendu ces derniers, la manière dont le procureur de la sécurité routière met en oeuvre les directives de la politique criminelle, la manière dont il exerce ses compétences ainsi que le fonctionnement du parquet de la sécurité routière.

9. Independence of the Bar (chamber/association of lawyers) and of lawyers

Pas d'évolution récente.

10. Significant developments capable of affecting the perception that the general public has of the independence of the judiciary

B. Quality of justice

11. Accessibility of courts (e.g. court/legal fees, legal aid, language)

Aide juridique de deuxième ligne : Comme mentionné dans les rapports précédents, les seuils de revenus applicables pour déterminer l'octroi de l'aide juridique de deuxième ligne totalement ou partiellement gratuite ont été majorés de 200 euros le 1er septembre 2020 (passant de 1026 euros à 1226 euros pour une personne isolée). Cette hausse sera suivie d'une hausse forfaitaire de 100€ chaque 1er septembre et ce jusqu'en 2023 inclus. Le seuil de revenus mensuels passera ainsi à 1.526€ au 1er septembre 2023 pour une personne isolée. A partir du 1er septembre 2024, les montants seront indexés chaque année compte tenu de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

De plus, le montant de la déduction pour personne à charge est également augmenté à 20% du revenu d'intégration sociale (276,91€ depuis 01/09/2021).

Les seuils applicables du 1^{er} septembre 2021 au 30 août 2022 sont les suivants :

Catégories	À partir du 1 ^{er} septembre 2021
Personne isolée	Gratuité totale : Revenus mensuels nets en dessous de 1326 €
	Gratuité partielle : Revenus mensuels nets entre 1326 € et 1617 €
Personne isolée avec personne à charge ou personne cohabitante	Gratuité totale : Revenus mensuels nets du ménage en dessous de 1617 €, après déduction de 276,91 € par personne à charge.
	Gratuité partielle : Revenus mensuels nets du ménage entre 1617 € et 1907 €, après déduction de 276,91 € par personne à charge.

Droits de greffe : L'arrêt de la Cour constitutionnelle n°84/2021 du 10 janvier 2021 annule les articles 2 et 3 de la loi du 14 octobre 2018 modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe en vue de réformer les droits de greffe « en ce qu'ils s'appliquent aux justiciables dont la cause a été inscrite au rôle entre le 1er février 2019 et le 31 août 2020, qui ont fait l'objet d'une condamnation au paiement des droits de mise au rôle au plus tard le 31 août 2020, et dont les moyens d'existence se situent en dessous des plafonds pour bénéficier de l'aide juridique de deuxième ligne et de l'assistance judiciaire fixés en vertu des articles 3 et 4 de la loi du 31 juillet 2020 (...) mais au-dessus des plafonds qui prévalaient avant l'entrée en vigueur de ces dispositions (1er septembre 2020) ».

Outre la procédure en rétraction, le SPF Finances a mis en place une procédure administrative en vue de la restitution du trop-perçu à titre de droit.

Audience : L'interdiction du simple port d'un couvre-chef dans une salle d'audience, prévue par l'article 759 du Code judiciaire, est supprimée et ce, suite à l'arrêt rendu le 18 septembre 2018 par la Cour européenne des droits de l'Homme concluant à la violation par la Belgique de l'article 9 de la Convention. Le juge reste responsable du maintien de l'ordre dans sa salle d'audience (loi du 28 novembre 2021 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide, art. 23).

12. Resources of the judiciary (human/financial/material)

Au niveau fédéral:

Le nombre de magistrats au 1.01.2022 est de

	2019	2020	2021	2022
Nombre de magistrats effectifs	2403	2425	2427	2422
Cour de cassation	43	42	43	43
Cours et tribunaux	1444	1463	1469	1475
Ministère public	849	854	851	846
Tribunaux d'application des peines	67	66	64	58

On note plusieurs augmentations de cadres en 2021.

Des cadres temporaires ont été créés pour une période prenant cours au 1^{er} janvier 2022 et venant à expiration le 1^{er} janvier 2024 en vue du procès d'assises des attentats du 22 mars 2016 :

- cadre temporaire de quatre conseillers à la cour d'appel de Bruxelles,
- cadre temporaires de 4 juges au tribunal de première instance francophone de Bruxelles,
- cadre temporaires de dix greffiers au tribunal de première instance francophone de Bruxelles.

Les cadres temporaires dans et près les cours d'appel existants ont été prolongés de 2 ans et une augmentation de deux unités a été prévue pour la cour d'appel de Bruxelles.

Le cadre du parquet fédéral a été augmenté de 2 unités. Le cadre des avocats généraux près la Cour de cassation a été augmenté de 2 unités.

46 millions d'euros sont prévus pour recruter des magistrats et du personnel d'appui supplémentaires auprès de l'ordre judiciaire. Cet investissement correspond à 827 personnes supplémentaires. Sur les 827 nouveaux collaborateurs, 116 seront des magistrats.

13. Training of justice professionals (including judges, prosecutors, lawyers, court staff)

Au niveau fédéral:

Pas de développement législatif récent pour les magistrats et le personnel, ainsi que pour les avocats.

L'Institut de Formation Judiciaire a organisé en 2021 les premières formations en matière de violences sexuelles et intrafamiliales imposées aux magistrats par la loi du 31 juillet 2020 portant dispositions urgentes diverses en matière de justice qui ont été mentionnées dans le questionnaire 2021.

14. Digitalisation (e.g. use of digital technology, particularly electronic communication tools, within the justice system and with court users, including resilience of justice systems in COVID-19 pandemic)

The Covid-19 pandemic has impacted on the functioning of national judicial systems and the activities of courts. A high level of digitalisation has limited the disruption. Many temporary measures described in the previous report have been extended. One landmark measure is the swearing-in of oaths by written declaration for judges, lawyers, bailiffs, notaries, court experts and sworn translators, interpreters and translator-interpreters¹.

The requirements for the identification of signatories of authentic acts who perform a judicial function have been relaxed and the deadlines for providing supporting documents in the context of secondary legal aid have been extended².

One of these temporary measures has been made permanent which was eagerly awaited. It is the possibility of filing documents initiating proceedings or appeals and petitions electronically via e-Deposit. This possibility obtained a permanent character by Royal Decree of 29 September 2021, which came into force on 1 October 2021³.

The practice established during the crisis of sending unsigned copies of judgments to the lawyers' electronic address, or, failing that, to the litigants' electronic address (Article 792 of the Judicial Code) was also enshrined⁴.

Since there is still room for improvement regarding the digitalisation of the justice system, the government is considering ambitious initiatives to be carried out. Although their realisation would lead to a significant step forward, they are still projects⁵. The Digital Transformation Office (DTO) has been set up to support and accompany the digitalisation

¹ Arrêté royal du 24 juin 2021 prolongeant certaines mesures prises par les lois du 20 décembre 2020 portant des dispositions diverses temporaires et structurelles en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, du 30 avril 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice et de notariat dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19 et du 20 mai 2020 portant des dispositions diverses en matière de justice dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19, [link](#).

² Loi du 23 décembre 2021 introduisant le parquet de la sécurité routière et portant des dispositions diverses en matière d'organisation judiciaire et de justice, [link](#).

³ Arrêté royal du 29 septembre 2021 modifiant l'arrêté royal du 16 juin 2016 portant création de la communication électronique conformément à l'article 32ter du Code judiciaire, [link](#).

⁴ Loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice, [link](#).

⁵ [Note de politique générale Justice 2022](#).

of Justice in Belgium through the realisation of multiple projects, outlined in the digital transformation plan for Justice in Belgium⁶.

The general objective for the future is working towards the transition to a digital justice in Belgium. The digital transformation plan encompasses 5 steps considered crucial to this transition. From a legislative perspective, the creation of a legal framework for the single digital judicial file is an essential element: a single digital file that can be created, fed, kept and accessed by the persons concerned holding the relevant access rights, wherever they are. Various systems, that are or will be integrated in the judicial case file management system, already reflect this idea, such as e-Deposit (cf. supra) on the input side. The Justice e-Box network (also called "J-Box") allows secure communication between judicial professionals (magistrates, court clerks, notaries public, bailiffs, lawyers). On the output side, we are working on JustSign, which enables electronic signatures for all types of Justice entities and documents. Another application, JustSend, allows all signed and/or validated documents to be sent automatically, without the intervention of the registries and public prosecutors.

As to the access to the Belgian judicial decisions given by our courts and tribunals, a project is being run for the creation of a Central Register for Judicial decisions.

The role of Just-On-Web (www.justonweb.be) as the single digital portal to Justice will continue to grow with every service that will be added.

It is expected that it will soon be possible to hold hybrid video hearings in almost all courts: a new legal framework for the use of video conferencing in court proceedings is being prepared.

On 4 June 2020, the HCJ launched a wide-ranging audit of the way in which the courts and prosecutors' offices of first instance managed the COVID-crisis. The [audit report](#) was approved on 10 June 2021. In particular, the audit found that the courts of first instance and public prosecutors' offices took prompt action to ensure the continuity of their services. However, they lacked resources and capacity during the crisis. The lack of resources included material, IT and human resources.

In order to improve the functioning of the judiciary, the HCJ made recommendations in its report to the courts of first instance, the public prosecution offices and the two Colleges, but also to the FPS Justice and the legislator. On 29 June 2021, the High Council of Justice organised a discussion in the form of a 'round table' with representatives of the two colleges. The aim was to find out what impact the Covid 19 crisis had on the courts and the public prosecutor's office and to draw lessons for the future.

15. Use of assessment tools and standards (e.g. ICT systems for case management, court statistics and their transparency, monitoring, evaluation, surveys among court users or legal professionals)

Le Collège des cours et tribunaux travaille sur la mise en place prochainement d'un système de contrôle interne et de développement organisationnel basé sur le modèle international de l'INTOSAI.

Les tribunaux établiront également à partir de l'année 2022 un rapport annuel qui permet un bon suivi global de tous les aspects de la gestion d'une cour ou d'un tribunal. Voir également réponses aux questions 14 et 17.

⁶ Arrêté Ministériel du 16 décembre 2021 portant des mesures d'organisations internes en vue de la coordination, la rationalisation et l'accélération de la digitalisation de la Justice, [link](#).

16. Geographical distribution and number of courts/jurisdictions (“judicial map”) and their specialisation, in particular specific courts or chambers within courts to deal with fraud and corruption cases.

Pas de développement législatif récent concernant la carte judiciaire (en dehors de l’insertion d’un parquet de la sécurité routière dans le Code judiciaire).

Les travaux entamés en vue de modifier l’article 186 du Code judiciaire afin de permettre une plus grande centralisation de matières, de catégories ou phases de procédure dans une ou plusieurs divisions géographiques des cours et tribunaux seront poursuivis en 2022.

C. Efficiency of the justice system

17. Length of proceedings

Pas de développements récents.

The judicial backlog in civil cases has become very worrisome in some courts (of appeal). In the past, the HCJ has already carried out several audits on the functioning of the Brussels Court of Appeal. In 2021, the HCJ again started an extensive audit on the functioning of this court of appeal. The processing times at this court are very long. The report of the audit will be ready early 2022.

Dans leur protocole de coopération que le Collège des cours et tribunaux et le ministre de la Justice ont conclu en 2021, ils sont convenu que le Collège fasse une mesure de référence de l’ampleur de l’arriéré et qu’il développe un monitoring de l’évolution de l’arriéré, sur base des définitions nationales et uniformes. Il s’agira pour le Collège des cours et tribunaux, dans un premier temps, d’identifier les endroits où il y a un problème de délais de traitement et d’apporter, le cas échéant, un soutien aux comités de direction concernés, en vue d’élaborer un plan d’action adéquat.

À court terme, une aide prioritaire a été accordée à certaines juridictions ayant un arriéré significatif et étant confrontées à des grands procès notamment pour de crimes de terrorisme, comme c’est le cas de la Cour d’appel de Bruxelles. Pour ces juridictions le ministre a accordé un budget supplémentaire pour l’engagement de 14 magistrats et 30 ETP du personnel judiciaire. Le recrutement de ces renforts est en cours.

En 2021 le Collège a également mené une (première) mesure de la charge de travail qu’il envisage de finaliser en mars 2022. Les résultats servent à mieux répartir les moyens existants entre les juridictions en lien avec la charge de travail réelle des juridictions. Le Collège prépare une nouvelle mesure en fin 2022 et 2023 afin d’améliorer les données et d’augmenter la comparabilité de la mesure entre les différents types de juridictions.

Other – please specify

La loi du 28 novembre 2021 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme (art. 24) réintroduit une sanction (amendes) des abus de la procédure de récusation en matière répressive en cas de demande manifestement irrecevable ou manifestement non-fondée (art. 838 du Code judiciaire).

Il convient de mentionner également l’adaptation de l’ordre de paiement, selon laquelle en cas de non-paiement d’une proposition de transaction, l’exécution peut être réalisée par un ordre de paiement. Il s’agit principalement de faits non contestés qui, auparavant, nécessitaient une convocation devant le tribunal de police avant de pouvoir être récupérés. Un citoyen qui conteste les faits ou qui n’est pas d’accord avec la somme d’argent proposée peut encore introduire un recours auprès du tribunal de police.

II. Anti-corruption framework

Where previous specific reports, published in the framework of the review under the UN Convention against Corruption, of GRECO, and of the OECD address the issues below, please make a reference to the points you wish to bring to the Commission's attention in these documents, indicating any relevant updates, changes or measures introduced that have occurred since these documents were published.

A. The institutional framework capacity to fight against corruption (prevention and investigation / prosecution)

18. List any changes as regards relevant authorities (e.g. national agencies, bodies) in charge of prevention detection, investigation and prosecution of corruption and the resources allocated to each of these authorities (the human, financial, legal, and technical resources as relevant), including the cooperation among domestic authorities. Indicate any relevant measure taken to effectively and timely cooperate with OLAF and EPPO (where applicable).

1. La loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice a introduit quelques mesures urgents dans le droit belge, en ce compris la mise en œuvre du Règlement (UE) 2017/1939 du Conseil du 12 octobre 2017 mettant en œuvre une coopération renforcée concernant la création du Parquet européen.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **Règlement (UE) 2017/1939**, il a été choisi d'élaborer un texte qui se caractérise principalement par les axes suivants: la création d'un parquet sui generis indépendant, la mise en place d'un système de notification des affaires entre parquets potentiellement compétents, le renforcement des capacités d'enquête avec la désignation de 7 juges d'instruction spécialisés, un arbitrage dans les situations où des priorités doivent être adoptées quant à l'engagement des capacités d'enquête, et le maintien du système actuel de collaboration entre le parquet et les Douanes dans la mesure la plus large possible.

https://www.ejustice.just.fgov.be/cqi_loi/change_lq.pl?language=fr&la=F&cn=2021021704&table_name=loi

2. La loi du 28 novembre 2021 visant à rendre la justice plus humaine, plus rapide et plus ferme contient un certain nombre de mesures diverses et des modifications dans diverses lois qui relèvent de la compétence du département de la Justice.

L'article 46quater du Code d'instruction criminelle prévoyait déjà un accès limité au Point de contact central (PCC) de la Banque Nationale de Belgique pour le procureur du Roi. La demande d'informations au PCC par le procureur du Roi n'était néanmoins possible que lorsque l'information concernait le terrorisme, le blanchiment et certains cas de fraude fiscale. Toutefois, ces restrictions ne s'appliquaient pas au juge d'instruction, au tribunal de police et au tribunal correctionnel. Ces restrictions ont été supprimées, et le procureur du Roi a maintenant les mêmes possibilités que le juge d'instruction.

Il s'agit de l'article 5 de la loi :

https://www.ejustice.just.fgov.be/cqi_loi/change_lq.pl?language=fr&la=F&cn=2021112801&table_name=loi

Par l'intermédiaire de son « Centre intégrité (CINT) », créé par la loi du 15 septembre 2013, le Médiateur fédéral examine et enquête sur des signalements d'atteintes suspectées à l'intégrité effectués par des membres du personnel des services publics fédéraux.

19. Safeguards for the functional independence of the authorities tasked with the prevention and detection of corruption.

20. Information on the implementation of measures foreseen in the strategic anti-corruption framework (if applicable). If available, please provide relevant objectives and indicators.

B. Prevention

21. Measures to enhance integrity in the public sector and their application (including as regards incompatibility rules, revolving doors, codes of conduct, ethics training). Please provide figures on their application.

Together with the Advisory Council of Magistrates, the HCJ has started developing the "general principles of ethics" for judges and prosecutors for which the Greco Law of 23 March 2019 (entry into force 1/1/2020) has created a legal basis.

Le code de déontologie des mandataires fédéraux, inscrit dans loi du 6 janvier 2014 portant création d'une Commission fédérale de déontologie et contenant le Code de déontologie des mandataires publics, va être étendu aux membres des organes stratégiques (cabinets) du gouvernement fédéral (source : DOC 55 2294/020 Note de politique générale – réformes institutionnelles et renouveau démocratique, p.9). Cette mesure répond à une recommandation émise par le Greco (Rapport GrecoEvalRep(2019)3, p.14 §45).

22. General transparency of public decision-making (e.g. public access to information, including possible obstacles related to the classification of information, transparency authorities where they exist, and framework rules on lobbying including the transparency of lobbying, asset disclosure rules, gifts and transparency of political party financing)

23. Rules and measures to prevent conflict of interests in the public sector. Please specify the scope of their application (e.g. categories of officials concerned)

24. Measures in place to ensure whistleblower protection and encourage reporting of corruption.

La loi du 12 décembre 2021 modifiant la loi du 15 septembre 2013 relative à la dénonciation d'une atteinte suspectée à l'intégrité au sein d'une autorité administrative fédérale par un membre de son personnel a confié au Comité permanent P la compétence d'examiner et enquêter les signalements d'atteintes à l'intégrité effectués par des membres du personnel de la police intégrée, de l'Inspection générale de la police ou de la police locale. Cette modification met fin à une lacune de la loi du 15 septembre 2013 sur base de laquelle certaines catégories de membre du personnel de la police devaient s'adresser au Centre Intégrité du Médiateur fédéral pour signaler une atteinte suspectée à l'intégrité, et d'autres catégories de membre du personnel devaient s'adresser au Comité P. Cette modification donne entière compétence au Comité P pour l'ensemble des membres du personnel de la police.

Deux projets de loi (l'un concernant le secteur public, l'autre concernant le secteur privé) sont en cours d'élaboration par le gouvernement belge en vue de transposer la directive UE 2019/1937 du Parlement européen et du Conseil du 23/10/2019 sur la protection des personnes qui signalent des violations du droit de l'Union d'ici mi-2022. Concernant le secteur public, le projet de loi prévoit d'intégrer les principes et dispositions essentielles de la loi du 15 septembre 2013, telles qu'elles avaient été explicitées dans la contribution belge pour le rapport annuel Etat de droit 2020 (pp. 13-14). Le projet de loi prévoit

également d'élargir le champ d'application des mécanismes de signalement d'atteintes à l'intégrité et de protection à l'ensemble du secteur public fédéral, en ce compris les organes stratégiques (cabinets ministériels) en vue de répondre à une recommandation du GRECO (Rapport GrecoEvalRep(2019)3, p. 29, §128)

25. List the sectors with high-risks of corruption in your Member State and list the relevant measures taken/envisaged for monitoring and preventing corruption and conflict of interest in these sectors. (e.g. public procurement, healthcare, citizen investor schemes, risk or cases of corruption linked to the disbursement of EU funds, other).

26. Measures taken to assess and address corruption risks in the context of the COVID-19 pandemic.

27. Any other relevant measures to prevent corruption in public and private sector

C. Repressive measures

28. Criminalisation, including the level of sanctions available by law, of corruption and related offences including foreign bribery.

La loi du 17 février 2021 portant des dispositions diverses en matière de justice a introduit quelques mesures urgents dans le droit belge, en ce compris la transposition de la Directive (UE) 2017/1371 du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2017 relative à la lutte contre la fraude portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union au moyen du droit pénal.

Dans le cadre de la transposition de la Directive (UE) 2017/1371, les peines pour l'infraction de corruption ont été augmentées. La loi contient une augmentation de la peine maximale à au moins quatre ans d'emprisonnement en ce qui concerne la corruption d'une personne exerçant une fonction publique.

https://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/change_lg.pl?language=fr&la=F&cn=2021021704&table_name=loi

29. Data on investigation and application of sanctions for corruption offences, including for legal persons and high level and complex corruption cases) and their transparency, including as regards to the implementation of EU funds.

Pas de nouveaux éléments.

30. Potential obstacles to investigation and prosecution as well as to the effectiveness of sanctions of high-level and complex corruption cases (e.g. political immunity regulation, procedural rules, statute of limitations, pardoning)

Pas de nouveaux éléments.

31. Information on effectiveness of administrative measures and sanctions, in particular recovery measures and administrative sanctions on both public and private offenders.

Other – please specify

III. Media freedom and pluralism

A. Media authorities and bodies

De manière générale, en Fédération Wallonie-Bruxelles, le nouveau décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos sur les services de médias audiovisuels et les services de partage de vidéos (qui remplace le décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009) a transposé les dispositions de la directive SMA (directive (UE) 2018/1808) et du Code des communications électroniques (directive (UE) 2018/1972) qui renforcent l'indépendance des autorités nationales de régulation.

Generally speaking, with the Decree of 1 March 2021 on Media Services and Cinema Showings, the German-speaking Community transposes the provisions of the AVMS Directive (Directive (EU) 2018/1808) and the European Electronic Communications Code (Directive (EU) 2018/1972), which strengthen the independence of national regulators. In addition, the Directive on the accessibility requirements for products and services (Directive (EU) 2019/882) was transposed in the above-mentioned decree.

32. Measures taken to ensure the independence, enforcement powers and adequacy of resources of media regulatory authorities and bodies

For the Flemish Community, we refer to our input for the 2021 Rule of Law Report and to the information provided in response to the country visit by the European Commission in 2021. The [Act of 27 March 2009 on Radio and Television Broadcasting](#) contains an extensive chapter on the Flemish Media Regulator (art. 215-235).

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations contenues dans le rapport 2021.

The German-speaking Community has increased the budget of the Media Council, provided the Media Council with an additional full-time equivalent as well as integrated the frequency manager into the structure of the Media Council.

33. Conditions and procedures for the appointment and dismissal of the head / members of the collegiate body of media regulatory authorities and bodies

For the Flemish Community, we refer to our input for the 2021 Rule of Law Report and to the information provided in response to the country visit by the European Commission in 2021. The appointment and dismissal of the members of the Chambers of the Flemish Media Regulator are regulated in Article 216 of the Act of 27 March 2009.

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations contenues dans le rapport 2021.

As far as the German-speaking Community is concerned, there are no new elements compared to the information contained in the 2021 report.

34. Existence and functions of media councils or other self-regulatory bodies

For the Flemish Community, we refer to our input for the 2021 Rule of Law Report.

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations contenues dans le rapport 2021.

As far as the German-speaking Community is concerned, there are no new elements compared to the information contained in the 2021 report.

B. Transparency of media ownership and safeguards against government or political interference

35. Measures taken to ensure the fair and transparent allocation of state advertising (including any rules regulating the matter)

For the Flemish Community, we refer to our input for the 2021 Rule of Law Report.

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations contenues dans le rapport 2021.

As far as the German-speaking Community is concerned, there are no new elements compared to the information contained in the 2021 report.

36. Safeguards against state / political interference, in particular:

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations contenues dans le rapport 2021.

As far as the German-speaking Community is concerned, there are no new elements compared to the information contained in the 2021 report.

- safeguards to ensure editorial independence of media (private and public)

The autonomy of the Flemish public broadcaster VRT is legally stipulated in article 7 of the Act of 27 March 2009. Furthermore, the editorial independence of VRT is laid down in article 29 of the Act of 27 March 2009.

The editorial independence of private audiovisual media is legally stipulated in Article 164 and 169 of the Act of 27 March 2009. The editorial independence of private radio stations is guaranteed in Article 131 and 149 of the same Act

- specific safeguards for the independence of governing bodies of public service media governance (e.g. related to appointment, dismissal) and safeguards for their operational independence (e.g. related to reporting obligations),

The independence of the Board of Directors of the Flemish public broadcaster VRT is ensured, inter alia, by the incompatibilities imposed in Article 12(2). The mandate of Director cannot be combined with a political office, neither with a position in a press or media company.

A draft decree will be approved very soon that will further strengthen the independence of the Board of Directors, inter alia by making it compulsory to add four independent directors to the Board. (amendment to Article 12 of the Act of 27 March 2009).

- procedures for the concession/renewal/termination of operating licenses

According to article 37 of the Act of 27 March 2009 freedom of expression is guaranteed for all broadcasting activities. Broadcasting activities are free and cannot be subjected to any requirements as regards form or prior control, except as provided below for broadcasting services.

The procedures for accreditation of radio broadcasters are set out in article 132 et seq. of the Act of 27 March 2009 and in the [Decision of the Flemish Government of 30 June 2006](#).

- information on specific legal provisions for companies in the media sector (other than licensing), including as regards company operation, capital entry requirements and corporate governance

There are no specific requirements in the Flemish Community for companies to be active in the media sector, except that national, regional, network and local radio broadcasters must be established in the form of a legal person and that private linear television broadcasters must be established as a legal person under private law. Furthermore, the general rules of commercial law, company law and competition law apply to these companies.

37. Transparency of media ownership and public availability of media ownership information, including on media concentration (including any rules regulating the matter)

For the Flemish Community, we refer to our input for the 2021 Rule of Law Report.

En ce qui concerne la Fédération Wallonie-Bruxelles, pas d'éléments nouveaux par rapport aux informations contenues dans le rapport 2021.

As far as the German-speaking Community is concerned, there are no new elements compared to the information contained in the 2021 report.

C. Framework for journalists' protection

38. Rules and practices guaranteeing journalist's independence and safety

39. Law enforcement capacity, including during protests and demonstrations, to ensure journalists' safety and to investigate attacks on journalists

40. Access to information and public documents (incl. procedures, costs/fees, timeframes, administrative/judicial review of decisions, execution of decisions by public authorities)

For the Flemish Community, we refer to our input for the 2021 Rule of Law Report.

41. Lawsuits (incl. SLAPPs - strategic litigation against public participation) and convictions against journalists (incl. defamation cases) and measures taken to safeguard against abusive lawsuits

Other – please specify

IV. Other institutional issues related to checks and balances

A. The process for preparing and enacting laws

42. Framework, policy and use of impact assessments, stakeholders'/public consultations (particularly consultation of judiciary and other relevant stakeholders on judicial reforms), and transparency and quality of the legislative process

Regarding to the **"regulation impact assessment"** to which Government bills are generally subjected prior to their submission to the House of Representatives, we refer to the information covered in the input for the 2021 Rule of Law Report.

Regarding the **stakeholders'/public consultations**, no significant developments since January 2021 must be reported.

- During the period from 17 February 2021 (the date on which the input of the House of Representatives for the 2021 Rule of Law Report was sent) until 31 December 2021, hearings were held in 162 out of the 820 public committee meetings (19,76%).
- On aggregated level, during the current 55th parliamentary term, up until 31 December 2021, hearings were held in 445 out of the 1.965 public committee meetings (22,64%).

Regarding **the transparency and quality of the legislative process**, no significant developments since January 2021 must be reported either.

- During the period from 17 February 2021 until 31 December 2021, 34 out of the 356 bills and proposals reported out of committee to the plenary went through a second reading procedure (9,55%), and up to 820 out of the 899 committee meetings were public (91,21%).
- On aggregated level, in the current 55th parliamentary term, up until 31 December 2021, 85 out of the 597 bills reported out of committee to the plenary went through a second reading procedure (14,24%), and up to 1.965 out of the 2.175 committee meetings were public (90,34%).

43. Rules and use of fast-track procedures and emergency procedures (for example, the percentage of decisions adopted through emergency/urgent procedure compared to the total number of adopted decisions)

There are no significant developments since January 2021.

- During the period from 17 February 2021 until 31 December 2021, the urgency procedure has been requested for 55 items out of 502 items (10,96%).
- On aggregated level, in the current 55th parliamentary term, up until 31 December 2021, the urgency procedure has been used for 219 items out of 2.293 items (9,55%).

44. Regime for constitutional review of laws

45. COVID-19: provide update on significant developments with regard to emergency regimes in the context of the COVID-19 pandemic

- judicial review (including constitutional review) of emergency regimes and measures in the context of COVID-19 pandemic

- oversight (incl. ex-post reporting/investigation) by Parliament of emergency regimes and measures in the context of COVID-19 pandemic

The so-called **'Federal Pandemic Law' of 14 August 2021** aims to provide a new legal basis for pandemic emergency measures. By virtue of this Law, the King, *i.e.* the federal

Government, can declare the state of 'epidemic emergency' by Royal Decree, for a maximum period of three months. This period may be extended by the King for a maximum period of three months at a time. The state of 'epidemic emergency' or its prolongation must be confirmed by Parliament within 15 days. When the King has declared or maintained the state of 'epidemic emergency', the federal Government may adopt the necessary emergency measures. These measures will cease to apply when the state of 'epidemic emergency', or its prolongation, has not been confirmed by Parliament. Furthermore, the 'Federal Pandemic Law' includes a number of safeguards to ensure oversight by Parliament of the emergency regime and the emergency measures:

- the federal Government must communicate, as soon as possible, to the President of the House of Representatives⁷ the scientific data on the basis of which the state of 'epidemic emergency' was declared or extended as well as the advices on the basis of which the emergency measures were adopted;
- on a monthly basis, the federal Government must report to the House of Representatives on the declaration or maintenance of the state of 'epidemic emergency' and on the adopted emergency measures⁸;
- after the end of the COVID-19 pandemic, the federal Government shall present an evaluation report to the House of Representatives, regarding the objectives pursued in the context of the respect for fundamental rights, assessing whether the 'Pandemic Law' should not be abolished, amended or replaced.

By [Royal Decree of 28 October 2021](#), the King has declared the state of 'epidemic emergency' related to the COVID-19 pandemic. This Royal Decree has been confirmed by Parliament within a timely manner.⁹

As already mentioned in the input for the 2021 Rule of Law Report, **a special committee** was established within the House of Representatives on 2 July 2020 to investigate Belgium's handling of the COVID-19 pandemic. The work of this special committee has ended in the meantime and [the report on its work and activities](#), including the hearings with the ministers responsible for handling the first wave of the covid-19 pandemic and recommendations, was published on 13 September 2021. The House of Representatives adopted its recommendations in its sitting of 23 September 2021.

En ce qui concerne la **Région de Bruxelles-Capitale**, en mars 2021, les travaux d'une commission spéciale du Parlement bruxellois consacrée à la gestion de la pandémie de Covid-19 ont abouti à l'adoption de 183 recommandations adressées au gouvernement bruxellois et au collège réuni de la commission communautaire commune, visant à améliorer la préparation et la réponse des autorités bruxelloises en cas de future crise sanitaire. Elles portent tant sur la prévention, la sécurité et la coordination, que l'économie et l'emploi, en passant par les questions relatives à la santé et à l'aspect social (qui constituent le chapitre le plus conséquent du document, notamment la situation au sein des hôpitaux et des maisons de repos). Enfin, une série de recommandations ont une portée plus transversale.

B. Independent authorities

46. Independence, resources, capacity and powers of national human rights institutions ('NHRIs'), of ombudsman institutions if different from NHRIs, of equality bodies if different from NHRIs and of supreme audit institutions

⁷ The oversight of the federal Government's policy is an exclusive responsibility of the House of Representatives (Article 101 of the Belgian Constitution).

⁸ See: [DOC55-2407](#).

⁹ [Federal Law of 10 November 2021 'confirming the Royal Decree of 28 October 2021 declaring the state of epidemic emergency related to the coronavirus COVID-19 pandemic'](#).

L'Institut fédéral des droits humains (IFDH) a effectivement commencé ses travaux en février 2021 et a depuis émis plusieurs avis .

The government of Flanders will establish a Flemish Human Rights Institute (FHRI). In line with international obligations and commitments, this new institute is given a broad, independent mandate to protect all human rights within the sphere of Flanders' competences. The FHRI will also function as the Flemish equality body, with a specific complaints-handling mechanism (mediation / non-binding ruling) with regard to complaints on discrimination.

In order to obtain A status, the FHRI will be part of an inter-federal human rights mechanism in accordance with the Paris Principles. Thus, the government of Flanders strives for maximum complementarity in the cooperation between the different policy levels to maximise the human rights protection in order to obtain A status. For this reason, the government of Flanders is seeking to conclude a legislative Cooperation Agreement with the involved levels of competence.

The FHRI shall be established as an autonomous public body with legal personality, under the oversight of the Flemish Parliament and will be fully independent in the exercise of its mandate¹⁰.

The FHRI will be financed through an allocation by the Flemish Parliament, stemming from the general expenditure budget of the Flemish government. This allocation will be indexed annually on the basis of the health index.

The FHRI Establishment Decree states that its funding shall be sufficient to ensure the independent and effective operation of the institute in a structural manner, and that its resources may not be reduced as long as the FHRI's tasks remain unchanged¹¹.

Le Médiateur fédéral est une institution indépendante, collatérale du Parlement. Son indépendance est établie par la loi du 22 mars 1995 instaurant des médiateurs fédéraux, aussi bien en ce qui concerne les médiateurs eux-mêmes (articles 3, 5 et 7) que son personnel (article 19). Les « Principes sur la protection et la promotion de l'institution du Médiateur », adoptés par la Commission de Venise durant sa session des 15 et 16 mars 2019 ([https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDLAD\(2019\)005-f](https://www.venice.coe.int/webforms/documents/?pdf=CDLAD(2019)005-f)) et la Résolution des Nations Unies « Le rôle des institutions des ombudsmans et des médiateurs dans la promotion et la protection des droits humains, de la bonne gouvernance et de l'état de droit » (<https://undocs.org/fr/A/RES/75/186>) invitent l'Etat belge à évaluer et à renforcer les législations organiques des différents ombudsmans parlementaires du pays afin de les mettre en conformité avec ces instruments, et notamment de mettre en place des ombudsmans indépendants et autonomes aux différents niveaux de pouvoir, de doter les ombudsmans du cadre constitutionnel et législatif nécessaire de sorte qu'ils bénéficient d'un mandat large qui couvre tous les services publics, de prévoir des moyens et des ressources financières suffisantes pour leur fonctionnement et de protéger les ombudsmans contre les pressions, représailles et menaces. Le Médiateur fédéral émet toute recommandation qu'il juge utile et fait rapport de ses constats au Parlement.

Les assemblées législatives de la **Région de Bruxelles-Capitale**, qui avaient décidé de créer un service de médiation en 2019, ont désigné en décembre 2021 la première médiatrice de la région qui entrera en fonction début 2022, pour un mandat de 5 ans.

¹⁰ Art 4 of the preliminary draft decree of a Flanders Institute for Human Rights

¹¹ Art 42 of the preliminary draft decree of a Flanders Institute for Human Rights

47. Statistics/reports concerning the follow-up of recommendations by National Human Rights Institutions, ombudsman institutions, equality bodies and supreme audit institutions in the past two years.

Le Médiateur fédéral a émis 16 recommandations en 2020-2021, dont 3 au parlement et 13 aux administrations fédérales. A ce jour, 12 de ces recommandations ont été suivies.

C. Accessibility and judicial review of administrative decisions

48. Transparency of administrative decisions and sanctions (incl. their publication and rules on collection of related data)

49. Judicial review of administrative decisions:

- short description of the general regime (in particular competent court, scope, suspensive effect, interim measures, and any applicable specific rules or derogations from the general regime of judicial review).

50. Follow-up by the public administration and State institutions to final (national/supranational) court decisions, as well as available remedies in case of non- implementation

D. The enabling framework for civil society

51. Measures regarding the framework for civil society organisations (e.g. access to funding, legal framework incl. registration rules, measures related to dialogue between authorities and civil society, participation of civil society in policy development, measures capable of affecting the public perception of civil society organisations, etc.)

En ce qui concerne la **Région de Bruxelles-Capitale**, le gouvernement bruxellois a adopté et soumis au Parlement en novembre 2021 un projet d'ordonnance qui permet de doter le Conseil économique et social de la Région bruxelloise (Brupartners) d'un nouveau cadre organique. Ce dernier permet de renforcer la concertation sociale en consacrant le principe des « priorités partagées », qui implique dans certains domaines une consultation préalable à l'adoption en première lecture d'un texte législatif, d'un texte réglementaire ou d'un outil programmatique (plan stratégique, plan d'actions, feuille de route, note stratégique, etc.). Cette procédure spécifique permet de prendre en compte le plus en amont possible les commentaires des interlocuteurs sociaux et de véritablement co-construire les politiques de la Région. Ce projet d'ordonnance prévoit en outre la possibilité pour le Secrétariat de Brupartners de coordonner les différents organes consultatifs de la Région bruxelloise afin de professionnaliser et de rationaliser le fonctionnement des organes consultatifs. Enfin, le texte étant la possibilité pour Brupartners de rendre, d'initiative ou à la demande d'un membre du Gouvernement, des avis sur des matières communautaires.

52. Rules and practices guaranteeing the effective operation of civil society organisations and rights defenders

E. Initiatives to foster a rule of law culture

53. Measures to foster a rule of law culture (e.g. debates in national parliaments on the rule of law, public information campaigns on rule of law issues, etc.)

As already outlined in the input for the 2021 Rule of Law Report, when the "rule of law" is the main topic of parliamentary debates, it usually concerns the state of the rule of law in

other countries. On 8 July 2021, for instance, the House of Representatives adopted a resolution on initiatives to protect the Uyghurs ([DOC 55-1789/008](#)).

However, parliamentary debates on domestic issues related to **well-defined aspects of the rule of law** have continued to take place regularly since January 2021. During the discussion of the draft 'Pandemic Law' by the House of Representatives, hearings were held with and opinions were sought from academics (constitutional specialists), the Data Protection Authority, human rights organizations, the bar associations, representatives of the local authorities and of the judiciary on the question of how to reconcile the rights and freedoms of citizens with emergency measures to fight the coronavirus and how to protect citizens against potential arbitrary treatment. These hearings and opinions can be consulted [here](#).

And last but not least, on 13 December 2021, an exchange of views was held in the Federal Advisory Committee for European Questions with Mr. Didier Reynders, Commissioner for Justice, on the Belgian Chapter of the 2021 Rule of Law Report.

Other – please specify